

L'ESSENTIEL Droits africains des affaires - N° 02 - 1 févr. 2017

À LA UNE

Procédure d'injonction de payer : l'inopérante incidence des paiements partiels non prouvés sur la liquidité de la créance

Par Aboudramane Ouattara

OHADA

Arbitrage CCJA : recours en contestation de validité d'une sentence

Par Henri-Désiré Modi Koko Bebey

Champ d'application spatial de l'Acte uniforme relatif au droit commercial général

Par Marie Goré

La nature réelle du cautionnement hypothécaire consacrée

Par W. Dominique Kabré

Du congé pour démolir et reconstruire dans le bail commercial

Par Cyril Grimaldi

Baux à usage professionnel : effet du paiement tardif des arriérés de loyers sur la demande d'expulsion

Par Bréhima Kamena

Assimilation des succursales des compagnies aériennes étrangères à des « sociétés soumises à un régime particulier »

Par Boris Martor

Pas de pourvoi par les dirigeants de la société placée en liquidation de biens !

Par Antoine Gouëzel

Exclusion de la compétence de la Cour commune de justice et d'arbitrage en droit du travail

Par Ndèye Coumba Madeleine Ndiaye

Détachement d'un travailleur pour occuper les fonctions de directeur général : inapplicabilité des règles du licenciement en l'absence d'emploi effectif

Par Franck Hessemans

Droits nationaux

Madagascar : la nouvelle loi sur la lutte contre la corruption, un instrument à portée volontairement limitée ?

Par Ravaka Andrianaivotseheno

Le Gabon à l'heure des partenariats public-privé

Par Olivier Bustin

Togo : l'exequatur a son juge

Par Akodah Ayewouadan